

<https://universitepopulairetoulouse.fr/spip.php?article6465>



**« Le gouvernement Lecornu
actionne tous les leviers pour
empêcher les collectivités de
protéger leur eau, au risque de**



l'Etat de droit »

Date de mise en ligne : dimanche 8 mars 2026

- Thématiques - Ecologie & Politique -

Copyright © Université Populaire de Toulouse - Tous droits réservés

La gestion de l'eau est l'exercice politique par excellence, qui impose de se fonder sur une solide philosophie morale, de prévoir, d'arbitrer entre les intérêts, de distinguer le contingent du nécessaire. Sur cette question cruciale, le gouvernement a jusqu'à présent pris un triple parti. Avec le mérite de la transparence, il a choisi les intérêts particuliers contre le bien commun, le déni de démocratie et la navigation à vue plutôt que la planification. Et pour mener à bien tout cela, le premier ministre, Sébastien Lecornu, s'est manifestement assis sur les règles du fonctionnement normal de l'Etat de droit. Le 13 mars, les représentants de l'Etat vont devoir s'en expliquer devant la commission locale de l'eau du bassin de la Vilaine et il leur faudra une certaine créativité pour répondre aux demandes d'éclaircissements qui leur seront adressées.

Par Stéphane Foucart La Matinale du Monde dimanche 8 mars 2026